

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1197**22 mai 2013****SOMMAIRE**

Apil S.à r.l.	57456	Sefi Consulting Sàrl	57416
Covidien International Finance S.A.	57456	Silverside Shipping S.A.	57419
Divad Investissements S.A.	57411	Simudyne S.à r.l.	57418
Energipark Réiden S.A.	57410	SLCP ESF (Funds) S.à r.l.	57421
Euro Silang S.A.	57411	SN Luxco S.à r.l.	57416
Evraz Group S.A.	57411	SN Parent S.à r.l.	57417
Finonzo S.A.	57410	Stanley Munich 1 S.à r.l.	57419
Fintlux S.A.	57410	Stanley Munich 3 S.à r.l.	57418
GLASS PARTNERS TRANSPORTS Lu-		Star Funds S.A. SICAV-SIF	57435
xembourg S.A.	57412	Starship Investments S.A.	57451
Inter Corse Market S.à r.l.	57412	Tax Connected S.à r.l.	57417
Kerrylux Soparfi S.A.	57414	Tea S.A.	57417
Larsen S.A.	57413	Teguise S.A.	57417
Le Monde Entier S.A.	57413	T - Gestion S.A.	57417
Lucky Investments S.A.	57412	TIL Holdings Luxembourg S.à r.l.	57416
Maverik Investments S.A.	57414	Toiture Ferblanterie Fernandes Sàrl	57418
Morote S.A., SPF	57415	Top Patrimoine S.A., SPF	57418
Mosaic Finance (Luxembourg) S.à r.l.	57415	Trampert & Grökel S.à r.l.	57419
Myway International S.A.	57451	Tri Bridge S.A.	57418
Océane Re	57413	UBS Luxembourg Financial Group Asset	
Origami Immobilière	57420	Management S.A.	57420
Parsector S.A., SPF	57415	Unibios Water Technologies	57414
Poplar (Lux) S.à r.l.	57420	Urania Finance S.A.	57419
Protego Gestion S.à r.l.	57420	VAG Security Engineering S.A.	57419
Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l.	57416	Vinox S.A., SPF	57420

Finonzo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 51.969.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 4 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean- Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur REGGIORI Robert, expert-comptable, né le 15.11.1966 à Metz (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme

FINONZO S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2013044977/17.

(130054726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Fintlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 72.645.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 05 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions de commissaire aux comptes.

Monsieur VEGAS-PIERONI Louis, expert-comptable, né le 26.09.1967 à Fameck (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouveau commissaire aux comptes. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme

FINTLUX S.A.

Robert REGGIORI

Administrateur

Référence de publication: 2013044978/17.

(130055164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Energipark Réiden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 91.708.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 15 mars 2013

1^{ère} résolution

L'Assemblée décide unanimement de renouveler le mandat du Commissaire aux comptes, à savoir la société FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE REVISION EVERARD-KLEIN s.à.r.l., ayant son siège social à L-5969 Itzig, 83, rue de la Libération, dont le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2018.

2^e résolution

L'Assemblée décide unanimement de renouveler les mandats des administrateurs, à savoir:

- Monsieur Paul Kauten, employé privé, demeurant à L-8255 Beckerich, 6, Millewée
 - Madame Brigitte Bernard, comptable, demeurant à L-8720 Rippweiler, 5, An der Brem'chen
 - Monsieur Roland Ebsen, conseiller fiscal, demeurant à L-6745 Grevenmacher, 12, Kuschegässel
- Les mandats expireront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2018.

Pour extrait conforme

Présidente de l'assemblée générale ordinaire

Référence de publication: 2013044936/20.

(130055219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Evraz Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 105.615.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 8 avril 2013, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

Acceptation de la démission de Monsieur Martinus C.J. Weijermans, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, de son mandat d'administrateur de la société avec effet immédiat.

Nomination de Monsieur Christiaan van Arkel, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la société avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels se terminant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Pour la Société

TMF Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2013044916/20.

(130055268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Divad Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 121.788.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 8 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur GALIONE Gioacchino, expert-comptable, né le 4.01.1982 à La Louvière (Belgique), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

DIVAD INVESTISSEMENTS S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2013044909/17.

(130055167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Euro Silang S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 71.213.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 5 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur Jacopo ROSSI, employé privé, né le 20.04.1972 à San Dona Dia Piave (Italie), domicilié professionnellement au 10 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme

EURO SILANG S.A.

Régis DONATI

Administrateur

Référence de publication: 2013044950/17.

(130055168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Inter Corse Market S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1747 Luxembourg, 32, Op der Heed.

R.C.S. Luxembourg B 159.589.

Assemblée générale du 15 mars 2013

L'assemblée générale, formé par les actionnaires représentant 100% des parts de Inter Corse Market Sàrl, a décidé à l'unanimité du changement d'adresse et du nouveau siège social, qui s'établit avec effet immédiat au:

32, Op der Heed

L-1747 Luxembourg – Cents

G-D Luxembourg

Cette résolution validée, la séance a été levée.

Déclaration datée et signée par les actionnaires précisant la date de la réunion ou l'assemblée indiquant le nouveau siège social de la société.

Luxembourg, le 15 mars 2013.

Pascal Gulliani.

Référence de publication: 2013045038/17.

(130054653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Lucky Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 45.496.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 8 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean- Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Madame ERK Sophie, employée privée, née le 15.12.1974 à Thionville (France), domiciliée professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommée nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

LUCKY INVESTMENTS S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2013045107/17.

(130054722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

GLASS PARTNERS TRANSPORTS Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 133.537.

Décision de l'actionnaire unique du 5 janvier 2012

L'actionnaire unique de la société GLASS PARTNERS TRANSPORTS Luxembourg S.A. a décidé de prendre les résolutions suivantes:

L'actionnaire unique constatant que le mandat de l'administrateur unique:

- Monsieur Freddy NICOLAS, demeurant à B-5150 Soye (Belgique)

est venu à échéance décide de renouveler dans sa fonction pour une nouvelle période de cinq années soit jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

D'autre part, le mandat de:

- LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie,

étant arrivé à expiration, l'actionnaire unique décide de le renouveler pour une nouvelle période de cinq années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Référence de publication: 2013044990/20.

(130055281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Larsen S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 72.118.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 4 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean- Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur REGGIORI Robert, expert-comptable, né le 15.11.1966 à Metz (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme

LARSEN S.A.

Régis DONATI

Administrateur

Référence de publication: 2013045092/17.

(130054724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Le Monde Entier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 90.264.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 08 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions de commissaire aux comptes

Monsieur VEGAS-PIERONI Louis, expert-comptable, né le 26.09.1967 à Fameck (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouveau commissaire aux comptes. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme

LE MONDE ENTIER S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2013045094/17.

(130055161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Océane Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 96.891.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 4 avril 2013

L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'Administrateur de:

- Monsieur Jean-Louis THEBAULT,
- Monsieur Stéphane YVON,
- Monsieur Christophe MADEC
- Monsieur Lambert SCHROEDER.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2013.

L'Assemblée décide de nommer Réviseur Indépendant: KPMG Luxembourg 9, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg. Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2013.

Pour la société OCEANE RE

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013045163/20.

(130055290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Kerrylux Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 98.596.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 10 octobre 2011 que:

Première résolution

L'assemblée générale décide de révoquer du conseil d'administration pour les administrateurs suivants:
La Société East West Consulting Company SA, représentée par son administrateur délégué Monsieur Ivan Crab
La Société East West Venture Capital SA représentée par son administrateur délégué Monsieur Ivan Crab

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme comme nouvel administrateur
- La société DANDY CONSULT SA ayant son siège social à L-3450 Dudelange 28 rue du commerce, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 55 957

Pour une durée de 6 ans

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DUDELANGE, le 10 octobre 2011.

Pour la société

Ivan Crab

Référence de publication: 2013045056/22.

(130054895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Maverik Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 170.794.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société du 11 mars 2013

Quatrième résolution

Approbation du renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Deloitte Audit S.à.r.l. aux fonctions de Réviseur d'Entreprises de la Société pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2013. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale approuvant les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

MAVERIK INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013045131/16.

(130054774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Unibios Water Technologies, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 153.114.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique du 19 mars 2013

1. L'actionnaire unique approuve la démission du "Réviseur d'Entreprises agréé" la société VGD AUDIT SARL (anc. VAN GEET, DERICK & Co, Réviseurs d'entreprises) ayant son siège social au L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur à partir du 18 décembre 2012.

2. L'actionnaire unique décide de nommer un Commissaire: Madame Alexandra Karanika, comptable, née le 15 mars 1971, à Stuttgart, Allemagne, résidant à Fidiou 98, 16341-Helioupoli, Grèce.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes annuels de 2014.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013044711/15.

(130054491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Morote S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 20.471.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 2 avril 2013

Mademoiselle Noëlle PICCIONE, employée privée, née le 23 décembre 1974 à Amnéville (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée Présidente du Conseil d'Administration. Elle exercera ce mandat pour toute la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

Fait à Luxembourg, le 2 avril 2013.

Certifié sincère et conforme

MOROTE S.A., SPF

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013045147/17.

(130055217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Mosaic Finance (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 110.533.

En date du 28 mars 2013, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Révocation de M.C.J. Weijermans, du poste de gérant;
- Nomination de Johannes Laurens de Zwart, né le 19 juin 1967 à 's-Gravenhage, Pays-Bas, et ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant pour une durée indéterminée et avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MOSAIC FINANCE (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Paul Galliver

Gérant

Référence de publication: 2013045148/17.

(130054761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Parsector S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 35.661.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 4 avril 2013 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat des Administrateurs de: Joseph WINANDY, JALYNE S.A., représentée par Monsieur Jacques BONNIER.
- L'Assemblée prend note de la nomination de Koen Lozie en tant qu'administrateur en date du 26 février 2013, et décide de ratifier cette nomination.
- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes de: Pierre SCHILL,
- Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme

- / JALYNE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013045211/20.

(130055250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Riz Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 90.793.

EXTRAIT

En date du 05 avril 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Kees-Jan Avis en tant que gérant de catégorie A de la Société, est acceptée avec effet au 29 mars 2013;

- Margus Jõemaa, né le 8 mars 1984, à Viljandi, Estonie, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet au 29 mars 2013 et pour une durée indéterminée.

A compter du 29 mars 2013, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Margus Jõemaa, gérant de catégorie A;

- Virginia Strelen, gérant de catégorie B.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 08 avril 2013.

Référence de publication: 2013045230/20.

(130054998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

SN Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 1.016.300,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 145.651.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

Référence de publication: 2013045781/10.

(130055542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Sefi Consulting Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2443 Senningerberg, 64B, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 41.312.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013045767/10.

(130055830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

TIL Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.903.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

TIL Holdings Luxembourg S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013045807/14.

(130055392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Teguisse S.A., Société Anonyme Soparfi.**Capital social: EUR 743.680,57.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 9.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013045806/10.

(130055877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Tea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 118.470.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013045804/12.

(130055440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Tax Connected S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 157.488.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Tax Connected S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013045798/12.

(130055422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

T - Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 133.319.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013045791/10.

(130055557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

SN Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 145.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

Référence de publication: 2013045782/10.

(130055543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Simudyne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 145.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013045778/10.

(130055566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Toiture Ferblanterie Fernandes Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 78, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 39.216.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 9 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013045809/10.

(130055670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Top Patrimoine S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 155.978.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2013045810/10.

(130055707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Stanley Munich 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 162.053.

Les comptes annuels pour la période au 20 mai 2011 au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 avril 2013.

Référence de publication: 2013045760/11.

(130055400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Tri Bridge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 126.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WILSON ASSOCIATES

11, Boulevard Royal

L-2449 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2013045813/13.

(130055921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Trampert & Grökel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6463 Echternach, 29, rue Maximilien.

R.C.S. Luxembourg B 131.634.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 9 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013045811/10.

(130055669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Silverside Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 99.545.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013045775/11.

(130055928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Stanley Munich 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.356.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 avril 2013.

Référence de publication: 2013045759/10.

(130055401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

VAG Security Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 57.040.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013045823/10.

(130055623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Urania Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.571.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 Avril 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2013045819/13.

(130055859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

UBS Luxembourg Financial Group Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.851.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 20 février 2013 que:

Sascha Vinogradic, né le 07 février 1978 à Wiesbaden (Allemagne), ayant son adresse professionnelle à 33A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, a été nommé délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 1^{er} mars 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UBS Luxembourg Financial Group AG

Référence de publication: 2013045884/13.

(130055080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Vinox S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 153.497.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Référence de publication: 2013045828/10.

(130055704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Protego Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3542 Dudelange, 203, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 166.804.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013045729/10.

(130055446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Poplar (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 108.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 08 avril 2013.

Référence de publication: 2013045713/10.

(130055402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Origami Immobilière, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 68.912.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.*Pour ORIGAMI IMMOBILIERE*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013045704/11.

(130055650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

SLCP ESF (Funds) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 176.113.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twentieth day of March.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

SL Capital ESF I L.P., a limited partnership established under the laws of Scotland, represented by its manager SL Capital Partners L.L.P., with address at 1, George Street, Edinburgh EH2 2LL, Scotland, registered with the Companies Register of Edinburgh under number SO301408,

hereby represented by Ms Marion Kraemer, lawyer residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The aforesaid proxy, being initialled ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its aforesaid capacity, has requested the notary to draw up the following articles of association of a société à responsabilité limitée which the founders declare to organize among themselves.

Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The Company may be composed of one (1) single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of SLCP ESF (Funds) S.à r.l..

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Schuttrange.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Association, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Association.

The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any other similar event affecting one or several shareholders.

Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by:

(a) 935,000 (nine hundred thirty five thousand) class A shares (the Class A Shares);

- (b) 35,000 (thirty five thousand) class B shares (the Class B Shares);
- (c) 35,000 (thirty five thousand) class C shares (the Class C Shares);
- (d) 35,000 (thirty five thousand) class D shares (the Class D Shares);
- (e) 35,000 (thirty five thousand) class E shares (the Class E Shares);
- (f) 35,000 (thirty five thousand) class F shares (the Class F Shares);
- (g) 35,000 (thirty five thousand) class G shares (the Class G Shares);
- (h) 35,000 (thirty five thousand) class H shares (the Class H Shares);
- (i) 35,000 (thirty five thousand) class I shares (the Class I Shares); and
- (j) 35,000 (thirty five thousand) class J shares (the Class J Shares), in each case, with a nominal value of EUR 0.01 (one cent) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

The issued share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder or, as the case may be, by decision of the shareholders' meeting deliberating in the same manner as provided for amendments to the Articles of Association.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in accordance with the provisions of these Articles of Association.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Luxembourg Companies Act.

A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Luxembourg Companies Act) and may be examined by each shareholder who so requests.

The Company may redeem its shares in accordance with the provisions of Article 7 below and to the extent that the minimum share capital requirement for société à responsabilité limitée as provided by the Luxembourg Companies Act are complied with.

For the avoidance of doubt, the following priority shall apply to share redemptions:

(i) no Class A Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class B Shares outstanding;

(ii) no Class B Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class C Shares outstanding;

(iii) no Class C Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class D Shares outstanding;

(iv) no Class D Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class E Shares outstanding;

(v) no Class E Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class F Shares outstanding;

(vi) no Class F Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class G Shares outstanding;

(vii) no Class G Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class H Shares outstanding;

(viii) no Class H Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class I Shares outstanding; and

(ix) no Class I Shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any Class J Shares outstanding.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association.

The Company may redeem its shares. The decision to redeem the shares shall be approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association, subject to the condition to offer the redemption of the shares to each shareholder of holding the same class of shares pro rata their participation in the relevant class of shares.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled and the share capital of the Company shall be reduced accordingly.

The consideration payable by the Company (Cancellation Value) shall be determined in accordance with the terms of this Article 7.

The share capital of the Company may be reduced by cancelling shares of one or multiple classes in their entirety, by way of the redemption and cancellation of all the shares of the relevant class. Where shares are redeemed and cancelled, the redemption and cancellation of such shares shall be made in the reverse alphabetical order (i.e., starting with Class J Shares).

Where shares are redeemed and cancelled in the order mentioned in the paragraph above, the holder of the relevant class of shares so redeemed and cancelled shall be entitled to the payment of a portion of the Available Amount (as defined below) pro rata their participation in the relevant class of shares so redeemed and cancelled, as determined by the Board and approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders. Shareholders holding redeemed and cancelled shares shall receive an amount equal to the Cancellation Value per share so redeemed and cancelled. The Cancellation Value shall be calculated by dividing the Available Amount by the number of shares in issue in the class of the shares to be redeemed and cancelled.

The Available Amount shall be determined by the Board of Managers and approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders on the basis of the Interim Accounts (as defined below).

The Available Amount applicable to the relevant class of shares shall be calculated at the date of the redemption and cancellation of the shares unless otherwise decided by the sole shareholder or the general meeting of shareholders) adopting their resolutions in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association.

The Cancellation Value payable by the Company for any redeemed and cancelled share shall be due and payable by the Company upon the redemption and cancellation of the shares.

For the purposes of this Article 7:

Available Amount means:

(a) the net profits of the Company (including carried forward profits)

plus

(b) distributable reserves of the Company

minus

(c) (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any amounts in the reserve accounts of the Company which cannot be distributed pursuant to the Law (such reserves being constituted in accordance with the Articles of Association and the Luxembourg Companies Act) and (iii) any amount due and unpaid relating to the shares not redeemed and cancelled.

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at a maximum of 8 (eight) days prior to the redemption and cancellation of the shares.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require or, if there are two Managers only, if one of them so requires.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any), or by at least one Manager A and one Manager B. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Association may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Association and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the first Wednesday of June at 11.00 a.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Association or the Laws, by the Manager(s), on a subsidiary basis, by the statutory auditor(s) (if any) or, on a further subsidiary basis, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the

Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Association, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

A declared and unpaid dividend may be claimed by the unpaid shareholder for a period of 5 (five) years. No interest shall be payable on unpaid dividends.

Amounts standing on the share premium account may be distributed to the shareholder(s) if approved by the sole shareholder or the general meeting of shareholders in accordance with the provisions of this Article 28.

Should a dividend be declared or amounts standing on the share premium account of the Company be distributed, amounts payable shall be applied as provided below and in reverse alphabetical order (i.e., distributions shall be made to holders of Class J Shares first, thereafter if no Class J Share exists, to holders of Class I Shares and thereafter following the same approach until no Class A Share exists).

For the purposes of this Article 28,

Class A Amount	means the amount to 0.5% of the nominal share value of the Class A Shares.
Class B Amount	means the amount to 0.45% of the nominal share value of the Class B Shares.
Class C Amount	means the amount to 0.4% of the nominal share value of the Class C Shares.
Class D Amount	means the amount to 0.35% of the nominal share value of the Class D Shares.
Class E Amount	means the amount to 0.3% of the nominal share value of the Class E Shares.

Class F Amount	means the amount to 0.25% of the nominal share value of the Class F Shares.
Class G Amount	means the amount to 0.2% of the nominal share value of the Class G Shares.
Class H Amount	means the amount to 0.15% of the nominal share value of the Class H Shares.
Class I Amount	means the amount to 0.1% of the nominal share value of the Class I Shares.

For the avoidance of doubt, to the extent Class J Shares are outstanding, amounts distributable to shareholders holding Class J Shares shall be equal to the remaining portion of the Company's distributable profits after allocation of the fixed profit entitlement to the other classes, the same applying to such class of shares outstanding should no Class J Shares be outstanding.

Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed in its entirety by the appearing party, SL Capital ESF I L.P., which hereby subscribes to 1,250,000 (one million two hundred fifty) shares split as follows:

- (i) 935,000 (nine hundred thirty five thousand) Class A Shares;
- (ii) 35,000 (thirty five thousand) Class B Shares;
- (iii) 35,000 (thirty five thousand) Class C Shares;
- (iv) 35,000 (thirty five thousand) Class D Shares;
- (v) 35,000 (thirty five thousand) Class E Shares;
- (vi) 35,000 (thirty five thousand) Class F Shares;
- (vii) 35,000 (thirty five thousand) Class G Shares;
- (viii) 35,000 (thirty five thousand) Class H Shares;
- (ix) 35,000 (thirty five thousand) Class I Shares; and
- (x) 35,000 (thirty five thousand) Class J Shares,

with a par value of EUR 0.01 (one cent) each. The subscription amount is allocated to the share capital account of the Company.

All these shares have been paid up in cash to the extent of 100% (one hundred per cent), and therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred Euro.

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1 Are appointed as managers for an undetermined duration:

- (a) Malcolm Wilson, born on 10 April 1957, with professional address at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, as Manager A;
- (b) Gregor Dalrymple, born on 16 May 1960, with professional address at 18, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, as Manager B.

2 The Company shall have its registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingtième jour de mars.

Par-devant Nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé.

A COMPARU:

SL Capital ESF I L.P., une société à responsabilité limitée soumise aux lois de l'Ecosse, représentée par son gérant SL Capital Partners L.L.P., ayant son siège social au 1 George Street, Edinburgh EH2 2LL, Scotland, enregistré au Registre du Commerce et des sociétés d'Edimbourg sous le numéro SO301408,

Ici représentée par Madame Marion Kraemer, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

Lequel comparant, agissant es dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée que les fondateurs déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la Société) régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les Lois), et par les présents statuts (les Statuts).

La Société peut comporter un (1) associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination SLCP ESF (Funds) S.à r.l.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Schuttrange.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, faillite ou tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis est établi à 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) composé comme suit:

- (a) 935.000 (neuf cent trente cinq mille) parts sociales de Classe A (les parts sociales de Classe A);
- (b) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe B (les parts sociales de Classe B);
- (c) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe C (les parts sociales de Classe C);
- (d) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe D (les parts sociales de Classe D);
- (e) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe E (les parts sociales de Classe E);
- (f) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe F (les parts sociales de Classe F);
- (g) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe G (les parts sociales de Classe G);
- (h) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe H (les parts sociales de Classe H);
- (i) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe I (les parts sociales de Classe I); et
- (j) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe J (les parts sociales de Classe J).

Chaque part sociale a une valeur de EUR 0.01 (un centime).

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et profits de la Société en vertu des dispositions des Statuts.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Dans tous les autres cas, référence est faite aux articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi du Luxembourg sur les Sociétés).

Un registre des associés sera conserve au siège social de la Société conformément aux provisions de la Loi du Luxembourg sur les Sociétés et peut être consulté par chaque associé qui le requiert.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales conformément aux provisions de l'article 7 ci-dessous et dans le but de se conformer à la condition de capital social minimum pour la société à responsabilité limitée telle que prévue par la Loi du Luxembourg sur les Sociétés.

Pour éviter tout doute, la priorité suivante s'appliquera aux rachats partagés:

- (i) aucune part sociale de Classe A ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe B existent au moment du rachat;
- (ii) aucune part sociale de Classe B ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe C existent au moment du rachat;
- (iii) aucune part sociale de Classe C ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe D existent au moment du rachat;
- (iv) aucune part sociale de Classe D ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe E existent au moment du rachat;
- (v) aucune part sociale de Classe E ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe F existent au moment du rachat;

(vi) aucune part sociale de Classe F ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe G existent au moment du rachat;

(vii) aucune part sociale de Classe G ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe H existent au moment du rachat;

(viii) aucune part sociale de Classe H ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe I existent au moment du rachat;

(ix) aucune part sociale de Classe I ne peut être rachetée par la Société tant que les parts sociales de Classe J existent au moment du rachat.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

La Société peut racheter ses parts sociales. La décision de rachat des parts sociales doit être approuvée par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale des Associés conformément aux règles de quorum et de majorité prévues par les Statuts, ou comme ce peut être le cas, par les Lois, pour toute modification des Statuts, sous condition de proposer ce rachat à chaque associé de la même classe en proportion de son pourcentage de participation dans la Classe de parts sociales concernée.

Les parts sociales rachetées par la Société doivent être annulées et le capital social de la Société doit être réduit en conséquence.

Le prix de rachat de parts sociales (la Valeur d'Annulation par Part sociale) sera déterminé dans les conditions du présent Article 7.

Le capital émis de la Société peut être diminué par voie d'annulation des parts sociales d'une ou plusieurs Classes de parts sociales dans leur entièreté, à travers le rachat et l'annulation de toutes les parts sociales émises dans une (de) telle (s) Classe(s). Dans le cas de rachats ou d'annulations de Classes de parts sociales, de tels rachats et annulations de parts sociales devront être faits dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par la Classe J).

Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation de parts sociales, dans l'ordre mentionné ci-dessus, les détenteurs de parts sociales de la Classe rachetée ou annulée auront droit au paiement d'une portion du Montant Disponible (tel que définit ci-après), au prorata de leur détention dans cette Classe de parts sociales rachetées ou annulées, déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale des Associés. Les détenteurs de parts sociales de la Classe de parts sociales rachetées et annulées doivent recevoir un montant égal à la Valeur d'Annulation (telle que définie ci-après) par part sociale pour chaque part sociale détenue par eux et rachetée ou annulée. La Valeur d'Annulation par part sociale sera calculée en divisant le Montant Disponible par le nombre de parts sociales émises dans la Classe de parts sociales à être rachetée et annulée.

Le Montant Disponible sera déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Associé Unique ou l'Assemblée des Associés sur la base de Comptes Intérimaires (tels que définis ci-dessous).

Le Montant Disponible applicable à la Classe concernée est calculé à la date du rachat et de l'annulation des parts sociales, sauf décision contraire de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale des Associés, adoptant leur résolution conformément aux conditions de quorum et de majorité définies par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

A compter du rachat et de l'annulation des parts sociales de la Classe concernée, la Valeur d'Annulation par part sociale sera due et payable par la Société.

Pour les besoins de cet Article 7:

Montant Disponible signifie:

(a) les bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés à nouveau) augmenté

(b) des réserves distribuables de la Société réduit

(c) (i) par toute perte (y compris les pertes reportées à nouveaux), (ii) tout solde des comptes de réserve de la Société qui ne peut pas être distribué conformément aux Lois (ces réserves ayant été constituées conformément aux Statuts et à la Loi du Luxembourg sur les Sociétés), et (iii) de tout montant dû et impayé relatif aux parts sociales n'ayant pas été rachetées et annulées

Comptes Intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société établis au maximum huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation des parts sociales.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Gérants, Commissaires aux comptes

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les Gérants).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les Gérants de Catégorie A) ou Gérants de catégorie B (les Gérants de Catégorie B).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent, ou s'il y a seulement deux Gérants, si un des deux le demande.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signée par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le secrétaire (s'il y en a), ou par au moins un Gérant A et un Gérant B. Les procurations y resteront annexées. Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnisera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier mercredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des

Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes établi dans les comptes annuels, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Un montant de cinq pour cent (5%) du bénéfice net sera affecté à la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Un dividende déclaré mais non payé peut être revendiqué par l'associé non payé pendant cinq (5) ans. Aucun intérêt ne pourra être payé sur des dividendes impayés.

Les montants disponibles sur le compte prime d'émission peuvent être distribués aux associés par décision de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux provisions du présent Article 28.

En cas de déclaration de dividende ou de la distribution de compte prime d'émission un tel dividende ou une telle distribution devra être allouée et payée comme suit et dans l'ordre alphabétique inversé (i.e. en premier les parts sociales

de Classe J, puis si aucune part social de Classe J n'existe, les parts sociales de Classe I et ainsi de suite jusqu'à remonter jusqu'à ce qu'aucune parts sociales de Classe A n'existent plus).

Pour les besoins de l'Articles 28:

Montant Classe A	signifie un montant égal à 0,5% de la valeur nominale des parts sociales de Classe A.
Montant Classe B	signifie un montant égal à 0,45% de la valeur nominale des parts sociales de Classe B.
Montant Classe C	signifie un montant égal à 0,4% de la valeur nominale des parts sociales de Classe C.
Montant Classe D	signifie un montant égal à 0,35% de la valeur nominale des parts sociales de Classe D.
Montant Classe E	signifie un montant égal à 0,3% de la valeur nominale des parts sociales de Classe E.
Montant Classe F	signifie un montant égal à 0,25% de la valeur nominale des parts sociales de Classe F.
Montant Classe G	signifie un montant égal à 0,2% de la valeur nominale des parts sociales de Classe G.
Montant Classe H	signifie un montant égal à 0,15% de la valeur nominale des parts sociales de Classe H.
Montant Classe I	signifie un montant égal à 0,1% de la valeur nominale des parts sociales de Classe I.

Pour éviter tout doute, dans le cas où les parts sociales de Classe J restent émises, le montant distribuable aux associés de la Classe J sera égal à la portion restante des profits distribuables de la Société après distribution du profit fixe afférent aux autres classes, le même principe s'appliquant à toute classe de parts sociales, sous condition qu'aucune part sociales de Classe J soit encore émise.

Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit dans son intégralité par la partie comparante, SL Capital ESF I L.P., qui par la présente souscrit à 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales réparties comme suit:

- (i) 935.000 (neuf cent trente cinq mille) parts sociales de Classe A;
- (ii) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe B;
- (iii) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe C;
- (iv) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe D;
- (v) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe E;
- (vi) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe F;
- (vii) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe G;
- (viii) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe H;
- (ix) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe I; et
- (x) 35.000 (trente cinq mille) parts sociales de Classe J.

ayant une valeur de EUR 0.01 (un centime) chacune. Le montant de la souscription est alloué au compte du capital social de la Société.

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de 100% (cent pour cent), de sorte que la somme de 12,500 EUR (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euros.

Assemblée Générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

(a) Malcolm Wilson, né le 10 avril 1957, avec adresse professionnelle au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant A;

(b) Gregor Dalrymple, né le 16 mai 1960, avec adresse professionnelle au 18, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant B; et

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. KRAEMER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 mars 2013. Relation: LAC/2013/13137. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013040290/791.

(130048851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Star Funds S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 176.153.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of February.

Before us, Maître Francis Kessler, notary public, residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Star Convertible Fund Limited, a limited liability company initially incorporated under the laws of the British Virgin Islands, with registered office so far at 9 Columbus Centre, Pelican Drive, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Corporate Affairs under number 81959 (the "Company").

The meeting was opened by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette,

being in the chair, who appointed as secretary Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, residing professionally in Esch/Alzette,

The meeting elected as scrutineer Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette,

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

The shareholders represented at the meeting, the proxyholder(s) of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, signed "ne varietur" by the proxyholder(s) of the represented shareholders, the member of the bureau and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

As a result of the aforementioned attendance list, all the shares are represented at the present General Meeting, which is consequently constituted and may validly deliberate.

I. The Company was incorporated as a company with limited liability in the British Virgin Islands on 26 March 1993 as a British Virgin Islands International Business Company and was by operation of law re-registered as a British Virgin Islands Business Company under the British Virgin Islands Business Companies Act of 2004 as amended.

II. By the Extraordinary General Meeting, the Shareholders resolved to transfer the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg and, as a consequence, to submit the Company to Luxembourg laws without interruption of its legal personality.

III. By a unanimous resolution of the General Meeting of Shareholders it was resolved to amend the articles of incorporation of the Company in the form as stated under Art.1 below. The minutes of the aforesaid Extraordinary General Meeting, together with the special report drawn up by Deloitte Audit S.a r.l. in the course of the transfer of the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV. The Shareholders further unanimously resolved to change the name of the Company to "STAR FUNDS S.A., SICAV-SIF".

V. The Shareholders further resolved that the articles of incorporation of the Company are as follows:

Preliminary Title. Definitions

"Administrative Agent" Any administrative agent appointed from time to time.

"Appendix" The relevant appendix of the Offering Memorandum specifying the terms and conditions of offer of a specific Sub-Fund.

"Articles" The articles of incorporation of the Company.

"Board" The board of directors of the Company.

"Business Day" Any day other than a Saturday, Sunday or other day that is a legal holiday under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

"Class" or "Classes" A class of Shares issued by any of the Sub-Funds and any further classes of Shares issued by any of the Sub-Funds.

"Custodian" Any custodian appointed by the Company from time to time. "Director" Any director of the Company.

"Eligible Investors" Well-informed Investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law and qualifying as a non-US Person.

"Euro" or "EUR" The lawful currency of the European Union.

"Institutional Investors" Investors who are qualified as institutional investors according to guidelines or recommendations issued by the regulatory authority from time to time.

"Investment Manager" or "Portfolio Manager" Any person or company appointed by the Board, from time to time, to supply investment management services in connection with the management of the Company and its Sub-Funds, as specified in the Offering Memorandum and the relevant Sub-Fund Appendix of the Offering Memorandum.

"Offering Memorandum" The offering memorandum of the Company as may be amended from time to time.

"Net Asset Value" or "NAV" The net asset value of the Company, of each Class, each Share pursuant to the provisions set out in section Determination of the Net Asset Value herein and in the relevant Appendix of the Offering Memorandum.

"Professional Investors" Investors qualified as professional investors under Annex II of Directive 2004/39/EC on investment services and regulated markets as amended from time to time.

"Prohibited Person" Any person, firm or corporate body:

- (i) Who is not a Eligible Investor; or
- (ii) If in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Company; or
- (iii) If it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or
- (iv) If as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

"Redemption Day" The Business Day as disclosed in the relevant Appendix to the Offering Memorandum.

"Redemption Price" The price as specified in the relevant Appendix to the Offering Memorandum.

"Reference Currency" The currency in which each Sub-Fund or Class is denominated. "Register" The register of Shareholders of the Company.

"Registrar and Transfer Agent" means the registrar and transfer agent appointed by the Board to hold and maintain the Register, as named in the Offering Memorandum.

"Share" or "Shares" Shares of the Company.

"Shareholder" A holder of a Share of the Company.

"Sub-Fund(s)" Collectively and individually Any Sub-Fund of the Company established by the Company in accordance with these Articles, with the terms of offer reflected in the relevant Appendix to the Offering Memorandum.

"Subscription Price" The price as specified in the relevant Appendix to the Offering Memorandum.

"US Person" Any resident or person with the nationality of the United States of America or one of its territories or possessions or regions under its jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States or any person falling within the definition of "US Person" under such laws and regulations,

or any other company, association or entity, regardless of the jurisdiction of its incorporation, where 10% or more of its shares or ownership rights are held by a US Person as defined.

"U.S. Dollar" The United States Dollar, the lawful currency of the United States of America.

"Valuation Day" Each Business Day as at which the Net Asset Value will be determined for each Class in each Sub-Fund as it is stipulated in the relevant Appendix to the Offering Memorandum.

"Well-informed Investors" Institutional Investors, Professional Investors or any other investor who adheres in writing to the status of well-informed investor and either (i) invest a minimum of one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the Company or (ii) benefits from a certificate delivered by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, another investment company within the meaning of Directive 2004/39/EC or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC stating that they are experienced enough to appreciate in an adequate manner an investment in the Company. The conditions set forth are not applicable to the directors and other persons who intervene in the management of the Company.

Title I. Corporate main features

Art. 1. Form & Denomination.

1.1 There is hereby established, among the subscriber and all persons who may become Shareholders thereafter, a Luxembourg company in the form of a public limited liability company (société anonyme (S.A.)) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable (SICAV)), established as a specialised investment fund (Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF)) under the name of Star Funds S.A.SICAV-SIF (the "Company").

1.2 The Company shall be governed by the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended from time to time (the "2007 Law") and the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board.

2.2 The Board is authorised to change the address of the Company within the municipality of the statutory registered office.

2.3 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures, however, shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the 2007 Law. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the Board.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration. It may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders ruling as on matters of amendment to the Articles. However, the Board may establish Sub-Fund (s) for a limited or unlimited duration, as specified for each Sub-Fund in the Offering Memorandum issued by the Company, as amended or supplemented from time to time.

Art. 4. Object.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in the broadest sense in securities of all types, money market instruments, derivative products, cash and cash equivalents, other Luxembourg or foreign undertakings for collective investment of the open-ended / closed type as well as other assets permitted by the 2007 Law with the purpose of spreading investment risk, offering various investment opportunities and affording the Shareholders the benefit of the results of the management of the Company's Sub-funds.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by the 2007 Law as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time and may, in particular:

- (i) Make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;
- (ii) Borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;
- (iii) Advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;
- (iv) Enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the

performance of any contracts or obligations of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest,

To the largest extent permitted under the 2007 Law.

4.3 The investment objectives and policies shall be determined by the Board and shall be disclosed in the Offering Memorandum and relevant Appendix.

4.4 Investments in the Company shall exclusively be reserved to Eligible Investors as further described in the Offering Memorandum and in the 2007 Law.

4.5 The Shares or the securities issued by the Company may be redeemed compulsorily, under the conditions set forth in the Offering Memorandum and in article 11.2 of the Articles, if a Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law or following a transfer of Shares of the Company which has been made in breach of these Articles of Incorporation.

4.6 The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of the 2007 Law.

Title II. Share capital & Shares

Art. 5. Share capital / Classes of shares.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by Shares of no nominal value and shall, reach the level provided for by the 2007 Law within twelve (12) months of the date on which the Company has been registered as a Specialized Investment Fund and thereafter may not be less than the level provided for by the 2007 Law. The share capital of the Company will, at all time, be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 12 hereof. As the Company is an undertaking for collective investment with variable capital (a "Société d'Investissement à Capital Variable"), the share capital of the Company shall vary, without any amendment of the Articles (as a result of the Company issuing new Shares or redeeming its Shares).

5.2 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares or / and to each Sub-Fund shall, if not expressed in U.S. Dollars, be converted into U.S. Dollars.

5.3 The share capital shall be represented by Shares of no nominal value. The Shares may be subscribed by Eligible Investors, whether Shareholders or not. The Shares may, as the Board shall determine, be of one or more different Classes, the features and terms and conditions of which shall be established by the Board and disclosed in the Offering Memorandum.

5.4 The Board is authorized to issue, in accordance with article 8 hereof, an unlimited number of fully paid-up Shares without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. The Shares to be issued pursuant to article 8 hereof may, as the Board shall determine, be of different Classes. The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in any assets listed in article 4.1 hereof pursuant to the investment policy determined by the Board in the relevant Appendix of the Offering Memorandum for the relevant Sub-Fund established in respect of the relevant Class or Classes of Shares, subject to the investment restrictions provided by law or any applicable regulation.

5.5 Shares may be issued as distribution or accumulation shares following the decision of the Board. Distribution shares shall be entitled, each year, to payment of a dividend (all dividends are distributed following a decision of the Shareholders of the Company or of the relevant Sub-Fund). Accumulation shares shall not be entitled to any dividend payments.

Art. 6. Sub-funds and Classes.

6.1 The Company has an umbrella structure and the Board is entitled to establish a pool of assets constituting a Sub-Fund within the meaning of article 71 of the 2007 Law for each Class of Shares or for two or more Classes of Shares in the manner described below. The Company constitutes one single legal entity. However, by derogation to the provisions of article 2093 of the Luxembourg civil code, each pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Shareholders of that Sub-Fund and each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund. All the rights of investors and creditors in relation to each Sub-Fund are therefore limited to the assets of the Sub-Fund. Each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity for the investors and creditors of the relevant Sub-Fund.

6.2 The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time. In the latter case, the Board may, at the expiry of the initial period of time, extend the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with article 9 below, notwithstanding the provisions of article 10 below. The Board shall determine and attribute in the relevant Appendix to the Offering Memorandum, inter alia, specific investment objectives / restrictions and policies, a specific denomination, specific charging structures, specific dividend policies and specific regulations governing the subscription and the redemption of the relevant Shares. The Sub-Funds may be denominated in different Reference Currencies as the Board may determine.

6.3 At each extension of a Sub-Fund, the registered Shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to the registered address as recorded in the Register. The Offering Memorandum shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its extension.

6.4 Within a Sub-Fund, Classes of Shares may be defined and issued from time to time by and may, inter alia, correspond to (without being limited to):

- (i) A specific distribution policy, such as entitlement to distributions or non-entitlement to distributions and / or,
- (ii) A specific sale and redemption charge structure and / or,
- (iii) A specific management or advisory fee structure and / or,
- (iv) A specific distribution fee structure and / or,
- (v) A specific currency and / or,
- (vi) The use of different hedging techniques in order to protect in the Reference Currency of the relevant portfolio the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation and / or,
- (vii) Any other specific features applicable to one Class.

Subject to the conditions set out in the 2007 Law, a Sub-Fund may acquire shares in the Company, which have been attributed to another Sub-Fund. The Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, (the "1915 Law") shall not apply to the Company insofar as an acquisition by one Sub-Fund of the Shares attributed to another Sub-Fund is concerned.

The Board may classify an investment as a side pocket investment and decide (subject to the prior approval of the CSSF) to establish a new class of share (an SP Class). The side pocket investment identified shall be allocated to the SP Class and the shareholders of the existing share class shall receive SP Class Shares. The SP Class Shares shall be closed to new subscriptions and suspended for redemptions and is deemed to be in liquidation.

Art. 7. Shares.

7.1 Shares are exclusively restricted to Eligible Investors within the meaning of article 2 of the law of 13 February 2007 concerning specialised investment funds.

7.2 The Board of Directors shall determine whether the Company shall issue Shares in bearer and/or in registered form. If bearer Shares are to be issued, the Board of Directors will determine whether such Shares shall be issued under the form of individual or multiple certificates or of global certificates. Such certificates shall provide on their face that they may only be transferred to Eligible Investors.

7.3 If bearer Shares are to be issued under the form of individual or multiple certificates, such certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe.

7.4 If bearer Shares are to be issued under the form of global certificates, such certificates will be deposited with a clearing system or a similar institution in order to permit the clearing of the Shares, inter alia in view of the trading of the Shares on stock exchanges or other markets. Global certificates may not be converted into individual or multiple certificates.

7.5 All issued registered Shares of the Company shall be registered in the the Register, which shall be kept by the Company or by the Registrar and Transfer Agent and the Register shall contain the name of each Shareholder, his residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares held by him, the amount paid in on each such Share and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

7.6 The inscription of the Shareholder's name in the register of registered Shares evidences his right of ownership of the registered Shares. Share certificates in registered form may be issued at the discretion of the Board of Directors.

7.7 If bearer Shares are issued, registered Shares may be converted into bearer Shares and bearer Shares may be converted into registered Shares at the request of the holder of such Shares. A conversion of registered Shares into bearer Shares will be effected by cancellation of the registered Share certificates, if any, representation that the transferee is an Eligible Investor and issuance of one or more bearer Share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the Register to evidence such cancellation. A conversion of bearer Shares into registered Shares will be effected by cancellation of the bearer Share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered Share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the Register to evidence such issuance. At the option of the Board of Directors, the costs of any such conversion may be charged to the Shareholder requesting it.

7.8 Before Shares are issued in bearer form and before registered Shares shall be converted into bearer Shares, the Company may require assurances satisfactory to the Board that such issuance or conversion shall not result in such Shares being held by a natural person or corporate entity not being an Eligible Investor. The Board may in its absolute discretion refuse to issue Shares in bearer form or permit a conversion from registered Shares to bearer Shares but will furnish reasons for its refusal.

7.9 Share certificates shall be signed by two members of the Board. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may determine.

7.10 Any transfer of registered Shares shall be effected (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such registered Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, in particular assurances that such transfer shall not result in such registered Shares being held by a natural person or corporate entity not being an Eligible Investor and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore, along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, in particular assurances that such transfer shall not result in such registered Shares being held by a natural person or corporate entity not being an Eligible Investor. Any transfer of registered Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by one or more Directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.

7.11 Fractional Shares may be issued up to two decimal places and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent their number is so that they represent a whole Share, in such a case they confer a voting right. In the case of bearer Shares, only certificates evidencing full Shares will be issued.

7.12 Each Share grants the right to one vote at every meeting of Shareholders and at separate Class meetings of the holders of Shares of each of the Classes issued.

7.13 The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.14 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the Shareholder's Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the Shareholder's request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

7.15 Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

7.16 The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

Art. 8. Issue of shares.

8.1 The Board is authorized without limitation to issue an unlimited number of Shares at any time without reserving the existing Shareholders with a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

8.2 For the purpose of issuing new Shares in a relevant Sub-Fund, the Board may impose any restrictions or limitations, in particular on the frequency at which Shares may be issued, the minimum subscription level or any other conditions, as the Board may decide (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate). The Board may, in particular, decide that Shares of any Class or Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Offering Memorandum.

8.3 The Board may, in its absolute discretion, without any liability, reject any subscription in whole or in part, and the Board may, at any time and in its absolute discretion without liability and without any notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Sub-Fund and in any Class of Shares and/or Classes.

8.4 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund as determined in compliance with article 12 hereof as of such Valuation Day as defined in the Offering Memorandum. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board. Save for what is provided in article 8.6 hereof, subscriptions, once sent to the Board or its delegates, are irrevocable.

8.5 The payment of the issue price will be made under the conditions and within the limits as determined by the Board in accordance with the Offering Memorandum.

8.6 Subscription applications shall be received before a determined hour on a Business Day preceding a Valuation Day and the corresponding payments shall be made within the deadline set forth in the relevant Offering Memorandum and the relevant Appendix in order to be processed at the Net Asset Value per Share determined for that Valuation Day. Failing so, subscription applications shall be processed at the Net Asset Value per Shares determined for the next Valuation Day.

8.7 The Board may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

8.8 The Board may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg laws, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor

of the Company (réviseur d'entreprises agréé) and provided that such securities comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the relevant Sub-Fund of the Company.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 Any Shareholder may request the redemption of all or part of her / his / its Shares by the Company, under the terms and procedures set forth in the Offering Memorandum and in the relevant Appendix of the Offering Memorandum for the Shares and within the limits provided by the 2007 law, any applicable regulations and these Articles.

9.2 Redemption applications for Shares shall be received before a determined hour on a Business Day preceding a Valuation Day as provided for in the relevant Appendix of the Offering Memorandum to be processed at the Net Asset Value determined on that Valuation Day. Failing so, the redemption application shall be processed at the Net Asset Value determined on the following Valuation Day.

9.3 The Redemption Price per Share shall be paid within a specified number of days following the Redemption Day, according to the terms and conditions set forth in the relevant Appendix of the Offering Memorandum. The Redemption Price is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine provided that the share certificates, if any, and the redemption request have been received by the Company, subject to the provisions of article 13 hereof.

9.4 The Redemption Price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of article 12 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Offering Memorandum for the Shares. The relevant Redemption Price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board may determine.

9.5 If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined in the Offering Memorandum, then the Board may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in the relevant Sub-Fund.

9.6 If on any given Valuation Day, redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 10 hereof exceed a certain level determined in the Offering Memorandum in relation to the number of Shares in issue of a specific Class or in case of a strong volatility of the market or markets on which a specific Class is investing, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the relevant Shareholders and of the Company (but normally not exceeding two (2) Valuation Days). On the next Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

9.7 Payment to a holder of Shares shall normally be made by bank transfer. Payment shall be made in the Reference Currency of the Sub-Fund.

9.8 The Company shall have the right to satisfy payment of the Redemption Price in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets of the Company, or as the case may be, of the relevant Sub-Fund equal to the value of the Shares to be redeemed

9.9 All redeemed Shares shall be cancelled on the relevant Valuation Day.

9.10 No redemption will be effected in respect of Shares issued in bearer form unless the original bearer certificate is lodged with the Registrar and Transfer Agent.

Art. 10. Conversion of shares.

10.1 Unless otherwise determined by the Board and as more fully set out in the relevant Appendix, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares of one Class into Shares of another Class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board may determine in the Offering Memorandum.

10.2 The price for the conversion of Shares from one Class into another Class shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares, calculated on the same Valuation Day not taking into account the conversion fee, if any as more fully set out in the relevant Appendix.

10.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined in the Offering Memorandum, the Board may refuse on a discretionary basis to convert the Shares from one Class to another Class.

10.4 The Shares which have been converted into Shares of another Class or/and of another Sub-Fund shall be cancelled on the relevant Valuation Day.

Art. 11. Restrictions on ownership of shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body:

- (i) Who is not a Eligible Investor; or
- (ii) If in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Company; or
- (iii) If it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or

(iv) If as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

Such person, firm or corporate body to be determined by the Board being herein referred to as "Prohibited Person". These conditions are not applicable to the Directors of the Board.

11.2 For such purposes, the Board is entitled to:

(i) Decline to issue any Shares and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and / or

(ii) At any time, require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the Register to furnish with any information, supported by affidavit, which the Board may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and / or

(iii) Decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and / or

(iv) Where it appears to the Board that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his/her/its Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) calendar days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction of the Board, the Board may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder at the last or next Redemption Day (whichever is the lowest); and / or

(v) To compulsorily redeem the Shares held by a Prohibited Person.

Art. 12. Net Asset Value.

12.1. The Net Asset Value per Share of each Class shall be calculated by the Administrative Agent under the ultimate responsibility of the Board with respect to each Valuation Day in accordance with Luxembourg law.

12.2. The Net Asset Value of each Sub-Fund will be provided in the Reference Currency. The Net Asset Value of each Class will be provided in the currency in which such Class is denominated.

12.3. The Net Asset Value per Share is the Net Asset Value that can be properly allocated to the relevant Class divided by the number of Shares of the relevant Class outstanding as of the relevant Valuation Day. The Net Asset Value will be rounded to two (2) decimal places.

12.4. The Subscription Price and the Redemption Price of the different Classes may differ as a result of the differing fee structure and / or distribution policy applicable to each Class.

12.5. The total net assets of the Company will be equal to the difference between the gross assets and the liabilities of the Company based on consolidated accounts prepared in accordance with Luxembourg GAAP provided that the equity or liability interests attributable to Shareholders derived from these financial statements will be adjusted to take into account the fair (i.e. discounted) value of deferred tax liabilities (calculated on an undiscounted basis) as determined by the Board in accordance with its internal rules.

12.6. The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the following manner:

12.6.1 Assets of the Company

1. The assets of the Company shall include:

(i) All cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

(ii) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(iii) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph 12.6.1.2 below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(iv) All stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

(v) All interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

(vi) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

(vii) All other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

2. The value of the assets shall be determined as follows:

(i) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is reduced after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) The value of transferable securities, money market instruments and any financial assets admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall be based on the last available closing or settlement price in the relevant market prior to the time of valuation, or any other price deemed appropriate by the Board;

(iii) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any regulated market or if with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or any regulated market the price as determined pursuant to sub-paragraph (ii) is, in the opinion of the Board, not representative of the value of the relevant assets, such assets are stated at fair market value or otherwise at the fair value at which it is expected they may resold, as determined in good faith by or under the direction of the Board;

(iv) The liquidating value of futures, forward or options contracts not admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established prudently and in good faith by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market shall be based upon the last available closing or settlement prices of these contracts on stock exchanges and regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are traded on behalf of the Company; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable;

(v) Units or shares of an open-ended undertaking for collective investment ("UCIs") will be valued at their last determined and available official net asset value, as reported or provided by such UCIs or its agents, or at their last estimated net asset values (i.e. estimates of net asset values) if more recent than their last official net asset values, provided that due diligence has been carried out by the Administrative Agent, in accordance with instructions and under the overall control and responsibility of the Board, as to the reliability of such estimated net asset values. The net asset value calculated on the basis of estimated net asset values of the target UCIs may differ from the net asset value which would have been calculated on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the target UCI. In case of significant differences between the estimated value and the final value of the target UCI, the Company may, at its discretion, recalculate the net asset value for the relevant period. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued in accordance with the valuation rules set out in items (ii) and (iii) above;

(vi) Interest rate swaps will be valued on the basis of their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

Swaps pegged to indexes or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument. The valuation of the swaps tied to such indexes or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the Board.

Credit default swaps are valued on the frequency of the net asset value founding on a market value obtained by external price providers. The calculation of the market value is based on the credit risk of the reference party respectively the issuer, the maturity of the credit default swap and its liquidity on the secondary market. The valuation method is recognized by the Board and checked by the auditors.

Total return swaps or total rate of return swaps ("TRORS") will be valued at fair value under procedures approved by the Board. As these swaps are not exchange-traded, but are private contracts into which the Company and a swap counterparty enter as principals, the data inputs for valuation models are usually established by reference to active markets. However it is possible that such market data will not be available for total return swaps or TRORS near the Valuation Day. Where such markets inputs are not available, quoted market data for similar instruments (e.g. a different underlying instrument for the same or a similar reference entity) will be used provided that appropriate adjustments be made to reflect any differences between the total return swaps or TRORS being valued and the similar financial instrument for which a price is available. Market input data and prices may be sourced from exchanges, a broker, an external pricing agency or a counterparty. If no such market input data are available, total return swaps or TRORS will be valued at their fair value pursuant to a valuation method adopted by the Board which shall be a valuation method widely accepted as good market practice (i.e. used by active participants on setting prices in the market place or which has demonstrated to provide reliable estimate of market prices) provided that adjustments that the Board may deem fair and reasonable be made. The Company's auditors will review the appropriateness of the valuation methodology used in valuing total return swaps or TRORS. In any way the Company will always value total return swaps or TRORS on an arm-length basis.

All other swaps will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(vii) The value of contracts for differences will be based on the value of the underlying assets and vary similarly to the value of such underlying assets. Contracts for differences will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(viii) All other securities, instruments and other assets are valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

3. For the purpose of determining the value of the Company's assets, the Administrative Agent, having due regard to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided by:

(i) Various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters) or fund administrative agents, or

(ii) Prime brokers and brokers, or

(iii) A specialist(s) duly authorized to that effect by the Board, or

(iv) In the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the Administrative Agent may rely upon the valuation provided by the Board.

4. Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund's and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

5. The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

6. The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

12.6.2 Liabilities of the Company

The liabilities of the Company shall include:

(i) All loans, bills and accounts payable;

(ii) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

(iii) All accrued or payable expenses;

(iv) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

(v) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized or approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

(vi) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, administrative expenses, fees payable to its investment administrator and adviser, including performance fees, fees and expenses payable to its Board, auditors and accountants, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors (if any) and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable traveling costs in connection with the activity of the Board, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing Offering Memorandum, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to Shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount on a prorata basis for yearly or other periods.

12.6.3 Allocation of the assets and liabilities of the Company

1. The Board shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

(i) If two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. The proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that Class of Shares, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such Class or Classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this clause.

(ii) On each occasion when Shares are issued or redeemed, the Net Asset Value to be allocated to each Share and/or sub-class of Shares shall be increased or reduced by the amount received or paid out.

(iii) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund.

(iv) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Class or Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular class or Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Sub-Fund.

(v) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares or Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares or Sub-Fund pro rata to the net asset values of the relevant Classes of Shares or Sub-Funds or in such other manner as determined by the Board acting in good faith. Each Class of Shares or Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Class of Shares or Sub-Fund.

(vi) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions (causing a reduction in the amount of the net asset value to be allocated to the Shares of this Class), whereas the Net Asset Value of accumulation shares shall remain unchanged (causing an increase in the amount of the net asset value to be allocated to accumulation shares).

2. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

3. In the absence of bad faith, wrongful misconduct, gross negligence or manifest error, or except where otherwise expressly decided by the Board at its sole discretion, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by a designee of the Board, under the overall responsibility of the Board, in calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and on present, past or future shareholders. The result of each calculation of the Net Asset Value shall be certified by a Director or a duly authorized representative or a designee of the Board.

4. For the purpose of this article:

(i) Shares of the Company to be redeemed/converted hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(ii) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a claim due to the Company;

(iii) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rates or rates of exchange in force on the relevant Valuation Day; and

(iv) Where, on any Valuation Day the Company has contracted to:

- Purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- Sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Board;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Board.

Art. 13. Suspension of the determination of the Net Asset Value.

13.1 The Board may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares from its Shareholders:

(i) During any period when any of the principal stock exchanges or regulated markets on which a substantial part of the Company's investments attributable to such Sub-Fund is quoted, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or during which dealings are substantially restricted or suspended; or

(ii) When political, economic, military, monetary or other emergency events beyond the control, liability and influence of the Company make the disposal of the assets of any Sub-Fund impossible under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the Shareholders; or

(iii) During any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund's investments or the current price or value on any market or stock exchange in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(iv) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(v) During any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

(vi) During any period when the Board so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (1) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders of the Company or a Sub-Fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a Sub-Fund and (2) when the Board is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund; or

(vii) Whenever exchanging or capital movements' restrictions prevent the execution of transactions on behalf of the Company; or

(viii) When exceptional circumstances might adversely affect Shareholders' interests or in the case that significant requests for subscription or redemption are received, the Board reserves the right to set the value of Shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible on behalf of the Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions and redemptions that are simultaneously in the process of execution will be treated on the

basis of a single Net Asset Value in order to ensure that all Shareholders having presented requests for subscription or redemption are treated equally.

13.2 Subscribers or Shareholders requesting subscription or redemption of their Shares shall be notified by the Company on receipt of their request for subscription or redemption.

13.3 Suspended subscriptions and redemptions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends.

13.4 Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue and redemption of Shares of any other Class or of any other relevant Sub-Fund(s).

Title III. Administration & Supervision

Art. 14. Composition of the Board of Directors of the Company.

14.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) natural persons, Directors who need not be Shareholders of the Company. The members of the Board shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be eligible for re-appointment.

14.2 The Directors shall be elected by the general meeting of the Shareholders of the Company (the "General Meeting"). The General Meeting shall also determine the number of Directors and the term of their office. A Director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

14.3 In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may appoint, by majority vote, a Director to fill the vacancy until the next General Meeting.

The ratification of the appointment of a new Director by the remaining Directors will be made at the next General Meeting.

Art. 15. Power of the Board of Directors of the Company.

15.1 All powers not expressly reserved by the 1915 Law, the 2007 Law, laws of public order or by these Articles to the General Meeting fall within the powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform, in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law, the laws of public order and these Articles, any and all acts of administration and disposition in the Company's interests including but not limited to:

- (i) To direct the formulation of investment policies and strategies for the Company;
- (ii) To investigate, select, negotiate, structure, purchase, invest in, hold, pledge, exchange, transfer and sell or otherwise dispose of an investment in the Company or in any of its Sub-Fund (an "Investment");
- (iii) To monitor the performance of an Investment, to exercise all rights, powers, privileges and other incidents of ownership or possession with respect to Investments and to take whatever action, including decisive steps relating to the capital stock or other investments as may be necessary or advisable as determined by the Board in its sole and absolute discretion within the limits set forth by the 2007 Law, the present Articles and the Offering Memorandum;
- (iv) To create Sub-Funds in connection with the Company's purposes;
- (v) To enter into any kind of activity and to enter into, perform and carry out contracts / agreements of any kind necessary to, in connection with, or incidental to the accomplishment of the purposes of the Company including, without limitation, the subscriptions agreements or side letters with any Shareholder;
- (vi) To open, maintain and close bank accounts and draw checks or to give other order for the payment of money and open, maintain and close brokerage, money market and similar accounts;
- (vii) To employ, engage and dismiss (with or without cause), on behalf of the Company, any person;
- (viii) To hire, for usual and customary payments and expenses, consultants, brokers, attorneys, accountants and such other agent to act for and on behalf of the Company;
- (ix) To purchase insurance policies on behalf of the Company, including for Director and officer liability and other liabilities;
- (x) To pay all fees and expenses of the Company and of the Board in accordance with the Offering Memorandum;
- (xi) To cause the Company to borrow money from any person under the conditions provided in the Offering Memorandum;
- (xii) To cause the Company to guarantee loans and other debt obligations of Sub-Funds of the Company or to provide interest financing to a Sub-Fund of the Company;
- (xiii) To decide on the issue of any kind of securities (bonds, etc.) and share redemption pursuant to the Offering Memorandum and the applicable laws;
- (xiv) To enter into, terminate or approve any modifications or amendments of, any service or management agreement with a management company, a custodian and any other service providers as it determines necessary from time to time.

15.2 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment objectives, policies and strategies of the Company, (ii) the hedging strategy, if any, to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and as well as (iii) the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Offering Memorandum and in compliance with any applicable laws and regulations.

15.3 The Board may appoint a Portfolio Manager, investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents as required for the affairs and management of the Company.

15.4. The Board may appoint a Luxembourg Management Company (within the meaning of the law of 17 December 2010) to conduct the daily management affairs of the Company (including but not limited to the provision of investment management, administration, and marketing functions of the Company) and may entrust to and or confer on such Luxembourg Management Company (but subject to the provisions of these Articles, Luxembourg law and the 2007 law) any of the functions, duties, powers and discretions exercised by them as directors. Any power granted to the Luxembourg Management Company to delegate functions to third parties will be subject to the requirements imposed by the 2007 Law.

15.5 The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the Board. The Board will determine any such officers' or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation or services and any other relevant conditions of their representations / agencies / services. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company.

Art. 16. Delegation of powers.

16.1 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, or a Director or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

16.2 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a Director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as Director of the board. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of any such entity.

16.3 The Board is also authorized to appoint a person, either Director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 17. Meeting of the Board of Directors of the Company.

17.1 The Board shall appoint a chairman (the "Chairman") among its members and may choose a secretary, who need not be a Director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other members of the Board will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

17.2 The Board shall meet upon call by the Chairman or any two (2) Directors at the place indicated in the notice of meeting.

17.3 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the Directors at least forty-eight (48) hours in advance of the date set for such meeting except in circumstance of emergency in which case the nature of such circumstance shall be set in the notice of the meeting.

17.4 No such written notice is required if all the Directors are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each Director. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

17.5 Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another Director as his or her proxy.

17.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members are present or represented. A Director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two Directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted by the 1915 Law. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

17.7 In case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

17.8 Any Director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in the Grand Duchy of Luxembourg.

17.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each Director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the Board of Directors of the Company.

18.1 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman and another Director or a Director who presided at such meeting and another director.

18.2 Copies or extracts of such minutes may be produced in judicial proceedings or otherwise.

Art. 19. Representation of the Company. The Company shall be bound toward third parties by the joint signatures of two (2) Directors or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Board in accordance with article 16 but within the limit of such powers.

Art. 20. Indemnifications.

20.1 The Company will indemnify the Directors against claims, liabilities, costs, damages, costs and expenses, including legal fees, reasonably incurred by them by reason of their activities on behalf of the Company as long as such indemnification shall not apply in cases of fraud, wilful misconduct, serious negligence, criminal offence and when such activities are within the scope of the purposes of the Company.

20.2 The word "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words "liability" and "expense" shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities. No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer in case of harmful misconduct, gross negligence, serious, reckless or manifest error, disregard of the duties involved in the conduct of his office.

Art. 21. Conflict of Interest.

21.1 No contract or other transaction entered into on arm's length directly or indirectly by the Company shall be affected or invalidated by the fact that a Director is interested in, or is a director, associate, officer or employee of the counterpart of such contract or transaction.

21.2 Any Director who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business concluded at arm's length.

21.3 Save for what is provided in article 21.1 and 21.2, in the event that any Director may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding General Meeting.

Art. 22. Auditor.

22.1 The accounting data set out in the annual report of the Company shall be examined by one authorised independent auditor appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

22.2 The authorised independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Title IV. Shareholders**Art. 23. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.**

23.1 The Company may have a sole Shareholder when all of its Shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

23.2 If there is only one (1) Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

23.3 In case of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

23.4 Any general meeting shall be convened by the Board by means of convening notice sent to each registered Shareholder in compliance with the 1915 Law. It must be convened following the request of Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital. In case all the Shareholders are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

23.5 Each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of Shareholders they relate to.

23.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy holder who need not to be a Shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

23.7 The Shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing effective participation in the meeting and where the deliberations are transmitted in a continuing way.

23.8 Unless otherwise provided by 1915 Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

23.9 An extraordinary general meeting of Shareholders convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half (1/2) of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the 1915 Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-thirds (2/3) majority of the votes cast.

23.10 The nationality of the Company may only be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Art. 24. Annual and Other meetings of Shareholders.

24.1 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday of June of each year at 14h30 p.m. and if such day is not a Business Day, the following Business Day.

24.2 Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting setting forth the agenda sent at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the Register.

24.3 The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them.

24.4 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and can be produced in court.

Art. 25. General meetings of shareholders in a Sub-Fund or in a Class of shares.

25.1 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, a general meeting to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Funds.

25.2 The Shareholders of any Class in respect of any Class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

25.3 Article 23 and article 24 apply to such meetings unless the context requires otherwise.

Art. 26. Dissolution and Liquidation.

26.1 The dissolution of the Company will be decided in compliance with the 2007 Law and the 1915 Law.

26.2 At the proposal of the Board and unless otherwise provided by law and the Articles, the Company may be dissolved prior to the end of its term by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles, and subject to the approval of the Board.

26.3 In particular, the Board shall submit to the general meeting of the Shareholders the dissolution of the Company when all investments of the Company have been disposed of or liquidated.

26.4 Whenever the share capital falls below two-thirds of the subscribed capital increased by the share premium, if any, indicated in article 5 of the Articles, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes, which for the avoidance of doubt shall not include abstention, nil vote and blank ballot paper.

26.5 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the subscribed capital increased by the share premium, if any, falls below one-fourth of the subscribed capital increased by the share premium, if any, set by article 5 of the Articles; in such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the Shares represented and validly cast at the meeting.

26.6 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the subscribed capital increased by the share premium, if any, have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be, or they have fallen below the amount as indicated in the 2007 Law.

26.8 Upon the termination of the Company, the assets of the Company will be liquidated in an orderly manner and all investments or the proceeds from the liquidation of investments will be distributed to the Shareholders in proportion to their holding of Shares.

Art. 27. Dissolution of Sub-Funds.

27.1 In the event that, for any reason whatsoever the value of the net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased below such an amount considered by the Board as the minimum level under which the Class and/or the Sub-Fund may no longer operate in an economic efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such Class and/or Sub-Fund should have negative consequences on the investment of such Class and/or Sub-Fund, the Board may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund. Such redemption will be made at the net asset value applicable on the day on which all assets attributable to such Sub-Fund have been realised. The decision of the Board will be published (either in newspapers to be determined by the Board or by way of a notice sent to the Shareholders at their addresses indicated in the Register) prior to the effective date of the compulsory redemption and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of the compulsory redemption operations.

27.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such Shareholders, upon proposal from the Board, redeem all the Shares of the relevant Class or Classes and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

27.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian in accordance with Luxembourg law and regulations; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

27.4 All redeemed Shares shall be cancelled.

27.5 The liquidation procedure will be verified by the Auditor of the Company as part of its audit of the annual report. The annual report must refer to the liquidation decision and describe the progress of the liquidation.

Art. 28. Financial year. The financial year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 29. Distributions.

29.1 Except as otherwise mentioned in the relevant Appendix of the Offering Memorandum, it is not envisaged that any income or gains derived from the Sub-Funds' investments be distributed by way of dividends. However, in case it is specified in the relevant Appendix, the general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund (for any Class of Shares entitled to distributions) shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of and may from time to time declare, or authorize the Board to declare, distributions.

29.2 For any Class of Shares entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

29.3 Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the Register. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

29.4 For each Sub-Fund or Class of Shares, the Board may decide on the payment of interim dividends in compliance with legal requirements.

29.5 The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

29.6 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

29.7 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions**Art. 30. Custodian.**

30.1 To the extent required by the 2007 Law, the Company shall enter into a custodian agreement with a banking or savings institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

30.2 The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

30.3 If the Custodian desires to retire, the Board shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Custodian. The Board may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Severability. The invalidity, illegality or unenforceability of any provisions of these Articles shall not affect the validity of these Articles. However, the invalid, illegal or unenforceable provision(s) will be replaced by valid, legal and enforceable similar provision(s) which best reflect the Shareholders' intention.

Art. 33. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

1. As a consequence of the point II. and III., the Company continues in the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has acquired the Luxembourg nationality and henceforth is subject to Luxembourg law excluding any other laws.

2. The appearing person requested the notary to state the appointment of Deloitte Audit S.a r.l. 560 rue de Neudorf, L-2220, Luxembourg, to act as auditor of the Company, until the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts for the financial year ended 31 December 2013.

3. As a consequence of point II. and III., the appearing person requested the notary to confirm the following points:

- the registered office of the Company is set at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- the following will serve as directors of the Company until the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts for the financial year ended 31 December 2013:

- Jacques Berghmans, with professional address at 12 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg;

- Olivier de Vinck, with professional address at 12 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg;

- John Mills, with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg;

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand euros (EUR 7,000.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the undersigned, the present original deed.

Signé: Conde, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 08 mars 2013. Relation: EAC/2013/3199. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013040264/918.

(130049352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Myway International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8034 Strassen, 16, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 86.292.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2012.

Référence de publication: 2013045154/10.

(130054848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Starship Investments S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 106.199.

L'an deux mille treize,

Le dix-huit mars,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "STARSHIP INVESTMENTS S.A.", avec siège social à L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 17 février 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 588 du 18 juin 2005, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 106199.

L'assemblée est présidée par Madame Laurence TRAN, employée privée, demeurant professionnellement à L-2240 Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

qui désigne comme secrétaire Madame Nadine GLOESENER, employée privée, demeurant professionnellement à L-2240 Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pierre DALL'ASPARAGO, commerçant, demeurant à L-8410 Steinfort, 26, route d'Arlon.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Adaptation de la forme juridique de la société à celle d'une société anonyme unipersonnelle.
2. Refonte complète des statuts.
3. Nomination statutaire.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de donner à la société la forme juridique d'une société anonyme unipersonnelle.

Deuxième résolution:

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale décide d'effectuer une refonte complète des statuts pour leur donner la teneur suivante:

"Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "STARSHIP INVESTMENTS S.A.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a également pour objet l'exploitation et la gestion de son propre patrimoine immobilier.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,00), divisé en trente et une (31) actions de mille euros (EUR 1.000,00) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social pourra être porté à cinq cent mille euros (EUR 500.000,00) par la création et l'émission de quatre cent soixante-neuf (469) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,00) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le dit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par deux administrateurs respectivement par l'administrateur unique.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Art. 8. Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique peut, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, autoriser l'émission d'emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les obligations doivent être signées par deux administrateurs respectivement l'administrateur unique; ces deux signatures peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

Administration - Surveillance

Art. 9. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et, s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes, télex ou fax.

Un administrateur ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux qui seront insérés dans un registre spécial et signé par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminé par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 15. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée, en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur et, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs.

Dans le cas où un administrateur-délégué serait nommé, la société se trouverait engagée par la signature obligatoire et incontournable de l'administrateur-délégué seul ou avec celle d'un autre administrateur.

Art. 17. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 18. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 19. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le premier lundi du mois de juin de chaque année à onze heures, au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pourcent (10%) du capital social.

Art. 21. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 22. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 23. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pourcent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 24. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 25. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts."

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de l'administrateur FINANCIERE DES DAHLIAS HOLDING LIMITED, représenté par son directeur Monsieur Axel WEND et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat à ce jour et nomme en son remplacement Monsieur Pierre DALL'ASPARAGO, commerçant, né le 14 septembre 1945 à Piennes (France), demeurant à L-8410 Steinfort, 26, route d'Arlon à partir de ce jour jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2018.

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L. Tran; N. Gloesener; P. Dall'aspargo; E. Schlessler

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 mars 2013. Relation: LAC / 2013 / 12819. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour copie conforme.

Luxembourg, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013040301/235.

(130049122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Covidien International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.527.

En date du 26 mars 2013, l'actionnaire unique de la Société a décidé de renouveler les mandats de

- Eric De Gres
- Thomas Ford
- Eric Green
- Anton Stadtbäumer
- Michelangelo Stefani, et
- Gregory Andrulonis

en tant qu'administrateurs de la Société pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos en septembre 2014.

Lors de la même réunion, l'actionnaire unique a décidé de renouveler le mandat de Deloitte S.A. en tant que réviseur d'entreprises agréé pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos en septembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
COVIDIEN INTERNATIONAL FINANCE S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013044881/23.

(130054968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Apil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3321 Berchem, 9A, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 160.260.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société du 4 avril 2013 que:

1. Monsieur Kamel AMEDDAH, né le 2 septembre 1975 à Thionville (France), demeurant professionnellement à L-3511 Dudelange, 142, rue de la Libération, a été nommé gérant administratif de la Société, ceci avec effet au 4 avril 2013 et pour une durée indéterminée.

2. Vis-à-vis des tiers, le gérant administratif a le pouvoir d'engager la Société valablement en toutes circonstances ensemble avec la signature conjointe du gérant technique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013044790/18.

(130054659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.